



## CHAPITRE 214

### LOI CONCERNANT L'ASSOCIATION HOMÉOPATHIQUE DE MONTRÉAL

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.  
de l'association homéopathique.*

#### SECTION I

##### DE LA CONSTITUTION EN CORPORATION DE L'ASSOCIATION HOMÉOPATHIQUE DE MONTRÉAL

**2.** Les médecins et chirurgiens homéopathes de la Corporation province forment une corporation sous le nom de "l'As- et nom. sociation homéopathique de Montréal". S. R. (1909), 4975.

**3.** Cette corporation a le pouvoir d'établir en la cité Pouvoir d'établir un dispensaire. de Montréal un dispensaire pour donner des prescriptions médicales, des médecines et des soins chirurgicaux aux pauvres nécessiteux, conformément aux principes et à la pratique de l'homéopathie. S. R. (1909), 4976.

**4.** La corporation a le pouvoir d'établir et maintenir, D'établir un hôpital. lorsqu'elle le décide, un hôpital homéopathique en la cité de Montréal, pour y recevoir les personnes ayant besoin de traitements médicaux ou chirurgicaux. S. R. (1909), 4977.

**5.** Elle a aussi le pouvoir d'établir un collège et de D'enseigner la médecine d'après les doctrines homéopathiques. nommer des professeurs pour enseigner, au moyen de séries de cours réguliers, les principes et la pratique de la médecine et de la matière médicale d'après les doctrines homéopathiques, aux personnes qui ont reçu ou qui reçoivent l'instruction dans les autres branches de la profession médicale.

Tous ces professeurs doivent être des médecins gra- Qualités des professeurs. dués d'une université britannique ou provinciale, ou des médecins licenciés d'un collège ou bureau britannique ou provincial légalement constitué.

Nom du  
collège.

Ce collège est dénommé "le Collège des médecins et chirurgiens homéopathes de Montréal." S. R. (1909), 4978.

Affiliation à  
une univer-  
sité provin-  
ciale.

6. Le collège peut, en tout temps, s'affilier à une université provinciale au moyen d'arrangements satisfaisants conclus entre eux. S. R. (1909), 4979.

Bureau des  
examina-  
teurs.

7. La corporation a le pouvoir de nommer trois médecins gradués d'une université britannique ou provinciale ou des médecins licenciés d'un collège ou bureau britannique ou provincial légalement constitué, comme bureau d'examineurs pour faire subir l'examen à tous ceux qui désirent obtenir une licence pour pratiquer la médecine homéopathique en cette province. S. R. (1909), 4980.

Avis requis  
pour se pré-  
senter à  
l'examen.

8. Toute personne désirant subir un examen devant le bureau touchant ses capacités à exercer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique, ou l'une ou l'autre de ces branches, d'après les doctrines et les enseignements de l'homéopathie, doit en donner par écrit, un avis d'au moins un mois au secrétaire-trésorier de l'association, et prouver qu'elle n'est pas âgée de moins de vingt et un ans; qu'elle a étudié la médecine pendant au moins quatre ans, sous un ou plusieurs médecins ayant les qualités voulues, et qu'elle a suivi dans une université reconnue ou école de médecine légalement constituée, pas moins de deux cours de six mois chacun d'anatomie, de physiologie, de chirurgie, de théorie et de pratique de la médecine, d'obstétrique et de chimie, de matière médicale et de thérapeutique respectivement, et pas moins d'un cours de six mois de clinique et de médecine légale respectivement, ou leur équivalent en durée; qu'elle s'est conformée aux règlements de cette université ou école de médecine à l'égard de ces cours; et qu'elle a suivi tels autres cours que le bureau considère nécessaires à l'instruction médicale.

Examen re-  
quis.

A une époque et à un endroit désignés régulièrement, telle personne doit subir un examen sur toutes les branches susdites, devant le bureau des examinateurs. S. R. (1909), 4981.

Octroi de  
certificat.

9. Si, à la suite de cet examen, le bureau est convaincu que le candidat est capable de pratiquer l'une ou l'autre de ces branches de la médecine, ou toutes ces branches à la fois, telles qu'elles sont enseignées et pratiquées par les homéopathes, il en octroie un certificat

sous le seing de deux ou de tous les membres du bureau et le sceau de la corporation.

Sur présentation de ce certificat, le lieutenant-gouverneur peut, s'il est convaincu de la loyauté, de l'intégrité et des bonnes mœurs du candidat, lui accorder une licence pour exercer, aux termes du certificat, la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique, ou l'une ou l'autre de ces branches, dans la province.

Ces licenciés ont alors droit à tous les privilèges conférés aux licenciés en médecine en vertu des lois en vigueur. S. R. (1909), 4982.

**10.** Pourvu que les immeubles de la corporation n'excèdent, en aucun temps, la somme de cinq mille dollars en valeur annuelle, la corporation peut acquérir à tout titre légal et posséder les immeubles nécessaires pour son usage et occupation réels, les aliéner et en acquérir d'autres à la place.

Elle peut recevoir des donations ou legs d'immeubles à la condition que tous ceux dont il n'est pas fait usage pour l'occupation réelle de la corporation, soient vendus dans les sept années après qu'elle en est venue en possession. S.R. (1909), 4983.

**11.** A moins qu'il n'ait été fait six mois au moins avant le décès du testateur, nul legs en faveur de la corporation n'est valide. S. R. (1909), 4984.

## SECTION II

### DES POUVOIRS GÉNÉRAUX DE L'ASSOCIATION

**12.** La corporation a le pouvoir, sous les restrictions qui peuvent être prescrites par règlements, de faire administrer ses affaires par ceux de ses directeurs et officiers qu'elle juge convenables et d'assigner à ces officiers la rémunération qu'elle juge juste et raisonnable; et elle peut, à la majorité des votes recueillis à une assemblée dûment convoquée, établir et mettre à effet les règlements, règles ordinaires et statuts qui paraissent nécessaires ou opportuns, et peut les modifier ou les révoquer à sa discrétion; mais nul règlement ou modification tendant à changer la nature de l'association comme institution homéopathique ne peut être fait en aucun temps. S. R. (1909), 4985.

**13.** La corporation doit faire, en tout temps lorsqu'elle en est requise par le lieutenant-gouverneur ou par l'une ou l'autre chambre de la Législature, un rapport complet de ses biens mobiliers et immobiliers, ainsi

que de ses recettes et dépenses, pour la période et avec les détails et autres renseignements que le lieutenant-gouverneur ou l'une ou l'autre chambre de la Législature peut exiger. S. R. (1909), 4986.

Nomination  
d'un secré-  
taire; regis-  
tre qu'il tient.

**14.** La corporation nomme un secrétaire qui doit tenir un registre dans lequel sont entrés les noms de toutes les personnes qui ont été régulièrement licenciées en vertu de la présente loi, et qui se sont conformées à cette loi et aux règlements faits par la corporation et le collège, relativement aux qualités requises pour exercer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique, ou l'une ou l'autre de ces branches dans la province, d'après les doctrines et les enseignements de l'homéopathie.

Pouvoirs des  
personnes qui  
y sont ins-  
crites.

Les personnes seules dont les noms sont inscrits dans le registre ci-dessus mentionné, possèdent les qualités voulues et sont licenciées pour exercer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans la province, d'après les doctrines et les enseignements de l'homéopathie.

Examen du  
registre.

Ce registre doit rester ouvert en tout temps et peut être examiné par toute personne. S. R. (1909), 4987.

Comment  
tenu.

**15.** Le secrétaire doit tenir ce registre correctement en vertu des dispositions de la présente loi, ainsi que des règles et règlements de la corporation ou du collège.

Idem.

Il doit faire les changements nécessaires dans les adresses ou les qualités des personnes enregistrées en vertu de la présente loi, et doit remplir tous les autres devoirs qui lui sont imposés par la corporation ou le collège. S. R. (1909), 4988.

### SECTION III

#### DES AMENDES ET DES POURSUITES

Amende con-  
tre les person-  
nes prati-  
quant sans  
être autori-  
sées.

**16. 1.** Les personnes n'ayant pas le droit d'être enregistrées, dans la province, qui sont trouvées coupables, sur le serment d'un ou de plusieurs témoins, d'avoir pratiqué la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique, dans la province, d'après les doctrines et les enseignements de l'homéopathie, en contravention avec les dispositions de la présente loi, pour de l'argent, des biens ou effets ayant une valeur pécuniaire, ou dans l'espoir de recevoir de l'argent, des marchandises ou semblables effets, ou dans l'espoir d'une récompense, ou qui reçoivent une récompense quelconque, encourent pour cette contravention une amende de cinquante dollars.

Amende con-  
tre personnes  
prenant faus-  
sement le ti-

**2.** Une semblable amende de cinquante dollars est encourue par toute personne prenant le titre de docteur, de médecin ou de chirurgien, ou tout autre titre impli-

quant qu'elle est légalement autorisée à exercer la médecine, la chirurgie, ou l'art obstétrique, dans cette province, d'après les doctrines et les enseignements de l'homéopathie, si elle est incapable d'établir légalement cette autorisation.

3. Quiconque prend, dans une annonce publiée dans un journal ou dans des circulaires écrites ou imprimées ou sur des cartes d'affaires, ou sur des enseignes, un titre, un nom ou une désignation de nature à faire croire au public, qu'il est régulièrement enregistré ou qu'il possède les qualités voulues, d'après les doctrines et les enseignements de l'homéopathie, comme praticien en médecine, en chirurgie ou en obstétrique, ou quelqu'une de ces branches de la profession médicale, ou quiconque offre ou donne ses services comme médecin, chirurgien ou accoucheur, comme tel, pour un gain ou dans l'espoir d'une récompense, s'il n'est pas régulièrement autorisé ou enregistré dans cette province, encourt dans chaque cas une amende de cinquante dollars.

tre de docteur, etc.

Amende contre les personnes annonçant faussement qu'elles sont autorisées par la loi à pratiquer.

4. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, la preuve de l'enregistrement incombe à la partie qui a été poursuivie.

Preuve de l'enregistrement.

5. Les amendes imposées par la présente loi peuvent être recouvrées par une poursuite ordinaire au civil, au nom de l'Association homéopathique de Montréal, devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat ayant juridiction dans l'endroit où le défendeur est domicilié, ou dans l'endroit où l'infraction a été commise.

Recouvrement des amendes.

Le tribunal peut condamner le défendeur à payer une amende de cinquante dollars, en sus des dépens, dans un délai qu'il détermine, et à une détention de soixante jours dans la prison commune du district, s'il n'acquitte pas le montant du jugement dans ce délai.

Jugement.

Le mandat d'emprisonnement, dans ce cas, est émis sous la signature du greffier du tribunal, sur une demande écrite de l'avocat du poursuivant, et peut être suivie la formule 18 contenue dans l'annexe à la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165). S. R. (1909), 4989; 15 Geo. V, c. 10, s. 23.

Mandat d'emprisonnement.

17. Les amendes imposées par la présente loi sont recouvrables avec dépens, et peuvent être réclamées en justice par l'Association homéopathique de Montréal, sous son nom corporatif, et elles appartiennent à la corporation pour son usage. S. R. (1909), 4990.

Comment et au nom de qui les amendes sont recouvrées.

